

## **Seul l'exposé prononcé fait foi**

### **Séminaire médias du 26 novembre 2004 «Dynamique fiscale et concurrence internationale»**

#### **Introduction**

Thomas Staehelin, commission Finances et fiscalité d'économiesuisse

Il y a quatre ans, economiesuisse a fait connaître les exigences de l'économie en matière de fiscalité et présenté des propositions concrètes. A l'époque, la démarche résultait, d'une part, de l'inquiétude de voir augmenter la charge fiscale et, d'autre part, de la dynamique en matière de réforme des systèmes fiscaux observée dans les pays voisins. Nous avons montré que, faute de réforme fiscale, la croissance économique resterait faible et que notre prospérité serait menacée. Au vu de l'intensité de la concurrence fiscale internationale, la Suisse est en train de perdre un de ses avantages majeurs. Les nouveaux Etats membres de l'UE sont exemplaires à cet égard, ils mènent des politiques fiscales actives et axées sur la croissance. En Suisse, la politique fiscale menace plutôt de marquer le pas, en particulier après le rejet du paquet fiscal. Ce serait fatal pour notre économie et notre prospérité !

Début 2003, economiesuisse a lancé un nouveau projet visant à clarifier les différentes réformes fiscales mises en œuvre à l'échelle internationale et à cerner les principales tendances en matière de fiscalité. A notre connaissance, aucune enquête systématique comparable donnant une vue d'ensemble des changements fiscaux n'a été réalisée jusqu'ici. L'étude présente les résultats de cette vaste enquête. La conclusion pour la Suisse est qu'il y a beaucoup à faire, nous y reviendrons dans la dernière partie du séminaire.

La Suisse a perdu de son dynamisme et la pression s'exerçant sur sa politique économique s'intensifie. Les autres Etats réagissent et utilisent leur marge de manœuvre de politique fiscale. La Suisse ne doit en aucun cas se reposer sur ses lauriers, il est urgent qu'elle optimise son système fiscal pour le rendre plus innovant et plus compétitif. La Suisse a besoin de moteurs pour stimuler sa croissance et doit donc garantir une allocation efficace du capital. Il est urgent de perfectionner le système fiscal, en particulier de corriger certains défauts, de manière à éliminer les inefficacités économiques induites par le système fiscal qui influence le comportement des entreprises et des particuliers.

L'évolution rapide des conditions-cadres fiscales de nombreux Etats fait que notre pays doit anticiper les nouvelles tendances et rapidement mettre en œuvre les réformes nécessaires. Pour cela, il ne suffit plus de défendre les avantages fiscaux existants. Il est nécessaire d'adopter une stratégie offensive qui améliore l'attrait fiscal de la place économique par des solutions novatrices.